



<https://latribunelibre.com/emploi/conseiller-e-politique-familiale-et-sociale-f-h-2>

Conseiller.e politique familiale et sociale F/H

Description

Concrètement votre futur quotidien ?

La personne retenue est amenée à intervenir sur l'ensemble du périmètre ci-dessus, en lien étroit avec les autres conseillers politiques de la DPFAS.

Le futur collaborateur participe à la chefferie de projet relative aux évolutions législatives des prestations familiales depuis leur conception avec les tutelles à la mise en œuvre opérationnelle (faisabilité, cahier des charges pour le système d'information et coordination de l'ensemble des départements métiers concernés) jusqu'à l'accompagnement du réseau et la réponse aux questions des Caf.

Il aura particulièrement en charge le périmètre ci-dessous et devra assurer la veille réglementaire et l'implantation dans le système d'information (maîtrise d'ouvrage) en matière de :

Prestations familiales dans le cadre de la coordination internationale (règlements européens et conventions bilatérales de sécurité sociale)

Echanges d'informations entre les organismes de sécurité sociale européens (projet EESSI)

Prestations d'entretien (allocations familiales, complément familial et allocation de rentrée scolaire, Allocation décès enfant)

Pour conduire ces missions, la personne retenue est amenée à :

- * contribuer aux projets de réforme ou d'évolution des politiques avec les pouvoirs publics et/ou les partenaires en représentant la Cnaf ;
- * rédiger et suivre des documents techniques utiles à la formalisation du besoin (expressions de besoin, cahier des charges, cahier de recette) ;
- * animer des comités de pilotage ;
- * gérer les différentes étapes d'élaboration des projets sur lequel le pôle Familles et Prestations Internationales est engagé, ainsi qu'à assurer le suivi de leur mise en œuvre opérationnelle ;
- * accompagner le réseau des Caf pour favoriser le déploiement de la réglementation en élaborant la documentation, l'information, et la communication en direction des Caf (rédaction des instructions au réseau, réponses aux questions juridiques, animation de groupes de travail) ;
- * élaborer des notes ou dossiers destinés au conseil d'administration de la Cnaf et/ou à ses commissions.

Organisme employeur
CNAF

Type de poste
Temps plein

Secteur
ACTIVITÉS GÉNÉRALES DE
SÉCURITÉ SOCIALE

Lieu du poste
France

Date de publication
17 octobre 2025 à 15:05

Valide jusqu'au
16.11.2025

* réaliser une veille juridique notamment sur les règlements européens

* participer aux groupes de travail nécessitant l'expertise de la DPFAS.

Des déplacements sur Paris (ministères, partenaires...) et en province (réseau...) sont à prévoir.

Qualifications

Etes-vous notre prochain(e) collaborateur(trice) ?

Diplômé(e) d'une formation supérieure dans les domaines social ou juridique.

Une expérience en Caisse d'allocations familiales ou en Caisse nationale serait appréciée.

* Bonne connaissance de l'activité de prestations légales des Caf et des enjeux associés ;

* Bonne compréhension et capacité à interpréter correctement les textes de loi, règlements et jurisprudence

* Capacité d'analyse, rédactionnelle et de synthèse ;

* Capacité d'adaptation aux évolutions ;

* Maîtrise des techniques et méthodologies de gestion de projet ;

* Une aptitude à travailler en en équipe

* Excellentes qualités relationnelles ;

* Aptitude à la prise de parole en public ;

* Autonomie, réactivité et créativité.

Quelle sera votre rémunération ?

Une rémunération annuelle brute entre 40K€ et 45k€ (versée sur 14 mois) en fonction de votre expérience et de votre rémunération actuelle.

Votre futur environnement de travail ?

Intégrer la CNAF, c'est aussi pouvoir bénéficier de nombreux avantages :

- Travailler dans Paris à proximité immédiate du parc Montsouris et accessible via le RER B, métro ligne 4 et 6,
- Possibilité de télétravail (jusqu'à 3 jours par semaine)
- Flexibilité des horaires de travail,
- Jusqu'à 20 RTT / an,
- Transport : remboursement à 75% de votre abonnement, bénéfice d'un forfait mobilité durable d'un maximum de 700€/an si vous utilisez des modes de transport alternatifs à la voiture individuelle,
- Tickets restaurant (pris en charge à hauteur de 60%)
- CSE avec des œuvres sociales avantageuses (sport, loisirs, voyages...),
- Une prime d'intéressement.

Dans le cadre de sa politique de diversité, la CNAF ouvre ses offres d'emploi à toutes les candidatures.